

État d'urgence ou pas, nous continuerons nos combats.



Pour répondre aux ignobles attentats de Paris, François Hollande ne parle que de guerre.

La guerre au Moyen-Orient en intensifiant les frappes en Syrie mais aussi la guerre ici, sur le territoire français en instaurant l'état d'urgence.

Le discours guerrier du gouvernement français ne peut pas être la réponse aux causes de ces nouveaux massacres. Prévus pour 12 jours initialement les députés et sénateurs ont votés la prorogation pour 3 mois, et ce dans une quasi unanimité (seuls 6 députés ont voté contre).

L'état d'urgence c'est un état policier. Les préfets et la police se substituent à la justice, M. Hollande annonce la destitution de nationalité, M. Cazeneuve prévient que la France pourrait enfreindre la convention européenne des droits de l'Homme, les manifestations sont interdites, Les récentes perquisitions chez des militants écologistes, associatifs, syndicalistes... attestent de cette dérive sécuritaire qui met en danger nos libertés.

Face à ces mesures liberticides et ce glissement profond vers un état sécuritaire et militaire nous devons affirmer que nos libertés et nos droits sont inaliénables. Nos combats contre le racisme, les discriminations, les guerres, nos solidarités et nos combats pour la justice sociale et les libertés individuelles et collectives doivent continuer et nous rassembler

Nous pensons qu'il revient à toutes celles et ceux qui condamnent l'état d'urgence et les discours guerriers de se retrouver et prendre des initiatives.

Nous proposons un premier rendez-vous afin de créer un cadre large de mobilisation : **jeudi 10 décembre à 20h30 Maison de quartier de Villejean.**

Alternative Libertaire, Ensemble, Fédération Anarchiste, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti de Gauche, Parti Pirate